

COMMUNE DE HAUTE-AJOIE

CHEVENEZ - DAMVANT - RÉCLÈRE - ROCHE-D'OR - ROCOURT



REGLEMENT CONCERNANT L'ENTRETIEN DES CHEMINS AGRICOLES

Examen préalable par RCJU le 14 octobre 2021
Approuvé par le Conseil communal le 13 janvier 2022
Approuvé par l'Assemblée communale le 10 février 2022

Table des matières et index chronologiques

Table des matières

CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION	1
1. Champ d'application.....	1
2. Compétences et responsabilité.....	1
3. Délégation	1
4. Haute surveillance.....	2
CHAPITRE II : DEVOIRS DU CONSEIL COMMUNAL, DES PROPRIÉTAIRES ET DES EXPLOITANTS	2
1. Définition	2
2. Devoirs du Conseil communal	2
3. Devoirs des propriétaires fonciers et des exploitants	2
CHAPITRE III : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES	3
1. Chemins	3
2. Exécution par substitution	4
CHAPITRE IV : FINANCEMENT DE L'ENTRETIEN DES OUVRAGES	5
1. Genre de travaux.....	5
2. Alimentation du fonds.....	5
3. Contributions	5
4. Facturation	6
5. Attribution des travaux.....	6
CHAPITRE V : RESPONSABILITÉ CIVILE	6
CHAPITRE VI : DISPOSITIONS FINALES	6
1. Amendes	6
2. Abrogation	6
3. Entrée en vigueur	7

Liste des annexes

Annexe I :	Plans 1 :5'000 – Périmètre et ouvrages publics (documents séparés)
Annexe II :	Coupes-types
Annexe III :	Rappel des dispositions du RCC, de la LiCC et de la LCER
Annexe IV :	Contribution selon la nature du terrain (couverture du sol de la mensuration officielle)

Index des textes de loi

LAS	Loi cantonale du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles (RSJU 913.1)	1
LCER	Loi cantonale du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes (RSJU 722.11)	1
-	Décret cantonal sur les communes du 6 décembre 1978 (RSJU 190.111)	1
-	Loi cantonale du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables (RSJU 722.31)	1
LiCC	Loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du code civil (RSJU 211.1)	4
-	Décret cantonal concernant le pouvoir répressif des communes du 6 décembre 1978 (RSJU 325.1)	6

Index des acronymes

PAL	Plan d'aménagement local	1
RCC	Règlement communal sur les constructions	1
ECR	Service de l'économie rurale	2
ENV	Office de l'environnement	2

L'Assemblée communale de Haute-Ajoie, vu

- a) les articles 19 al.2 ; 76 à 79 et 114 de la loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles ,
- b) la loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes
- c) l'article 117 de la loi d'impôt du 26 mai 1988,
- d) le décret du 6 décembre 1978 sur les communes,
- e) le Règlement d'organisation et d'administration de la commune mixte de Haute-Ajoie,

arrête :

CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION

1. Champ d'application

Article premier ¹Le présent règlement définit les conditions d'utilisation, de conservation et d'aménagement, les tâches d'entretien des ouvrages collectifs déterminés par le plan annexé ainsi que le financement des travaux y relatifs.

²Sont considérés comme ouvrages collectifs par le présent règlement (ci-après « les ouvrages ») les chemins situés sur les fonds communaux et les chemins ruraux publics reportés sur le plan annexé.

³Le présent règlement ne porte pas sur l'entretien des milieux naturels définis en tant qu'objets du patrimoine naturel et de périmètres particuliers dans le plan d'aménagement local (PAL) dont les modalités de gestion et d'entretien sont régies par le Règlement communal sur les constructions (RCC).

⁴Sont reportés à titre indicatif sur le plan annexé les chemins soumis à des conventions ou appartenant à des privés ainsi que les pistes cyclables dont l'entretien est régi par la Loi cantonale du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables. Ces ouvrages ne sont pas soumis au présent règlement.

⁵Les propriétaires fonciers (ci-après « les propriétaires ») sont ceux compris dans le périmètre de contribution figurant sur le plan annexé.

2. Compétences et responsabilité

Art. 2 ¹Le Conseil communal est l'autorité responsable de l'application du présent règlement. Il procède aux travaux d'administration, à la mise en soumission et à l'adjudication des travaux.

²Le Conseil communal délègue à un organe qualifié appelé « Commission des chemins » l'exécution et l'entretien des chemins.

³La Commission des chemins est composée de 5 membres dont au minimum 2 sont exploitants. Ils sont nommés par le Conseil communal pour la durée de la législature. Elle est présidée par le Conseiller communal en charge du dicastère des travaux publics ou de l'agriculture.

⁴La Commission des chemins siège sur convocation du Président au moins une fois par année.

3. Délégation

Art. 3 Pour l'exécution de ces tâches, le Conseil communal, respectivement la Commission, s'assurent la collaboration du service de voirie. Ils peuvent faire appel à des propriétaires fonciers ou confier des travaux à des entreprises spécialisées.

4. Haute surveillance

Art. 4 Le Service de l'économie rurale (ECR) et l'Office de l'environnement (ENV) exerce la haute surveillance sur l'entretien des ouvrages ayant bénéficié de subventions d'améliorations foncières et de subventions forestières.

CHAPITRE II : DEVOIRS DU CONSEIL COMMUNAL DES PROPRIÉTAIRES ET DES EXPLOITANTS

1. Définition

Art. 5 L'entretien des ouvrages consiste à maintenir en bon état les ouvrages définis sur le plan annexé. On distingue les mesures d'entretien courant et les mesures d'entretien périodique.

2. Devoirs du conseil communal

a) Contrôle et administration

Art. 6 ¹Chaque année, en automne, le Conseil communal fait procéder à un contrôle de tous les ouvrages. Les contrôles effectués sont consignés dans un procès-verbal.

²En milieu de législature, le Conseil communal remet à ECR, respectivement à ENV un rapport écrit sur l'état des ouvrages et du fonds d'entretien.

³Le Conseil communal assume les tâches administratives suivantes :

- a) établissement et tenue à jour du registre des propriétaires assujettis à la contribution d'entretien ;
- b) encaissement des contributions annuelles des propriétaires ;
- c) encaissement des contributions publiques ;
- d) tenue de la comptabilité du fonds d'entretien.

⁴Le Conseil communal avise ECR, respectivement ENV de l'exécution de travaux d'entretien qui touchent les ouvrages subventionnés. Il leur transmet toute demande de modification ou de raccordement à ces ouvrages.

b) Entretien courant

Art. 7 L'entretien courant des chemins porte sur :

- a) le maintien en bon état des chemins, talus et banquettes (y compris les saignées latérales) ;
- b) le maintien des bordures des chemins non contigus à des surfaces exploitées ;
- c) la réparation des dégâts aux couches de fermeture des chemins gravelés et des chemins en dur ;
- d) le dégagement de la végétation recouvrant le bord des chaussées des chemins ;
- e) la signalisation et barrage de chantier lors de travaux de construction.

c) Entretien périodique

Art. 8 L'entretien périodique des chemins porte sur le renouvellement des couches d'usure des chemins par tronçon selon un plan d'ensemble.

3. Devoirs des propriétaires fonciers et des exploitants

a) Généralités

Art. 9 ¹Les propriétaires et les exploitants doivent utiliser les ouvrages et installations avec ménagement. Ils doivent annoncer immédiatement au Conseil communal les dégâts tels que fissures ou cassures de dalles, etc.

²Ils veillent à maintenir dégagés les fossés, les saignées de banquettes et les grilles des chambres qui seront recouvertes lors de travaux d'exploitation.

³Ils veillent à nettoyer immédiatement et efficacement les chemins qu'ils ont souillés avec leur bétail ou avec leurs machines.

⁴Ils ont l'obligation de recevoir sur leurs fonds les eaux de surface provenant des chemins qui ne sont pas équipés pour collecter ces eaux (dépotoirs et collecteurs). Les exploitants doivent créer ou maintenir en état les saignées, rigoles, caniveaux ou autres dispositifs permettant à l'eau de s'écouler puis de s'infiltrer dans leur parcelle.

b) Dommages

Art. 10 ¹Les dégâts constatés seront immédiatement annoncés au Conseil communal.

²Les auteurs sont tenus de réparer sous contrôle du Conseil communal les dommages causés aux ouvrages dans la mesure où leur responsabilité est engagée selon les dispositions du droit civil.

c) Obligation de tolérer

Art. 11 ¹Les propriétaires et les exploitants doivent tolérer les travaux d'entretien exécutés sur leurs biens-fonds et les dépôts temporaires de matériaux et cela, en principe, sans indemnité.

²Le propriétaire foncier qui a l'intention d'entreprendre des aménagements raccordés aux ouvrages collectifs compris dans le périmètre, les mettant en péril ou rendant plus difficile leur entretien, doit requérir une autorisation du Conseil communal. Selon la nature des travaux, un état des lieux sera établi avant et après les travaux.

CHAPITRE III : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

1. Chemins

a) Restriction de la circulation

Art. 12 ¹En application de la LCER, le Conseil communal est responsable de la signalisation des chemins. Il peut limiter le tonnage des convois afin de préserver les ouvrages.

²Les exploitants éviteront la circulation et les transports sur les chemins lors de conditions inappropriées augmentant la formation de dépôts de terre ou de fumier.

b) Banquettes et bordures

Art. 13 ¹Les banquettes et bordures sont régulièrement fauchées entretenues par les exploitants qui les jouxtent.

²Les haies et arbres situés en bordure de chemins donnant accès à des exploitations habitées à l'année sont régulièrement élagués par la commune.

³Les haies et arbres situés le long des autres chemins sont régulièrement élagués par les exploitants et les propriétaires pour permettre le passage des véhicules et garantir le gabarit d'espace libre dans le respect de la LCER.

⁴Le Conseil communal peut faire exécuter les travaux décrits aux al.1 et 3 aux frais du propriétaire lorsque ceux-ci, après sommation écrite, ne sont pas exécutés dans le délai prescrit.

c) Utilisation extraordinaire

Art. 14 Lorsque des propriétaires ou des tiers soumettent des chemins et des ponts à une usure inhabituelle (p.ex. transport de bois, exploitation de gravière, circulation de véhicules lourds non-agricoles, etc.), le Conseil communal a le droit d'exiger une indemnité pour cet usage inhabituel et pour le supplément de travaux d'entretien, de réparation et de nettoyage.

d) Dépôt de matériaux et stationnement

Art. 15 ¹Le dépôt temporaire de matériaux sur les ouvrages ou à toute proximité, de même que le stationnement prolongé de véhicules et machines qui entravent l'entretien ou la circulation, requièrent une autorisation préalable du Conseil communal.

²Les places d'évitement ne peuvent pas être utilisées pour y déposer des matériaux ou y parquer des véhicules.

e) Interdictions diverses

Art. 16 Il est interdit :

- a) de souiller les chemins en y déversant de l'eau ou du purin, de jeter du bois, des pierres, de mauvaises herbes et autres déchets sur la chaussée.
- b) de labourer les banquettes des chemins. Une distance minimale de 50cm mesurée depuis la limite parcellaire et depuis le coffre doit impérativement être respectée ;
- c) d'endommager les couches d'usure des chemins au moyen des charrues ou en traînant des objets de toutes sortes ;
- d) de refermer les saignées et les rigoles ouvertes dans les banquettes pour assurer l'évacuation des eaux de ruissellement ;
- e) d'utiliser les chemins lors de travaux dans les champs comme place de retournement ;
- f) de modifier, sans autorisation préalable du Conseil communal, les installations et ouvrages de quelque manière que ce soit (raccordement compris) ;
- g) de déposer du matériel de toute nature sur les ouvrages ou aux abords de ces derniers sous réserve des dispositions de l'art. précédent ;
- h) d'éliminer le verglas sur les chemins en béton avec du sel ou d'autres matériaux similaires ;
- i) d'utiliser des chaînes à neige sur les chemins gravelés, excepté pour les véhicules d'intervention (chasse-neige, ambulance, pompiers, services forestiers).

f) Respect des distances

Art. 17 ¹Les alignements et distances à la limite définis par le RCC, la loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes (LCER)¹ et la loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du code civil (LiCC)² sont applicables.

²Pour les barrières, les principes définis sur la coupe de l'annexe 2 seront respectés.

g) Emploi d'un racloir

Art. 18 Pour le nettoyage des pistes bétonnées, l'emploi d'un racloir est admis dans la mesure où il est équipé d'un système qui épargne les joints.

2. Exécution par substitution

Art. 19 En cas d'inexécution des mesures dictées par le présent règlement, le Conseil communal peut agir par substitution en faisant procéder au nettoyage, à la remise en état ou à toutes autres travaux aux frais du responsable, lorsque celui-ci, après sommation verbale et écrite du Conseil communal, ne l'aura pas exécuté dans le délai prescrit, ou ne l'aura pas exécuté de manière satisfaisante.

¹ RSJU 722.11

² RSJU 211.1

CHAPITRE IV : FINANCEMENT DE L'ENTRETIEN DES OUVRAGES

1. Genre de travaux

Art. 20 ¹Pour le financement il y a lieu de distinguer les catégories suivantes :

- a) Les travaux d'entretien et de réfection courants, la remise en état périodique (gravillonnage) sont à la charge du fonds d'entretien.
- b) Les travaux d'amélioration (goudronnage d'un chemin gravelé) sont à la charge du fonds d'entretien. Les crédits sont votés par l'organe communal compétent lequel est informé du plan de financement des travaux.

²Pour les travaux de renouvellement (reconstruction d'un ouvrage parvenu en fin de vie), une participation éventuelle du fonds sera décidée par l'Assemblée communale sur la base d'une clé de répartition qui sera établie le cas échéant.

2. Alimentation du fonds

Art. 21 ¹Le fonds est alimenté par :

- a) les contributions des propriétaires des parcelles comprises dans le périmètre calculées proportionnellement à la surface, excepté les parcelles appartenant à la commune mixte ;
- b) la contribution annuelle de la commune ;
- c) la taxe annuelle perçue auprès des commerces, entreprises non-agricoles, buvettes et cabanes ouvertes au public, restaurants et hôtels bénéficiant d'une manière prépondérante d'un chemin agricole ou forestier soumis au présent règlement ;
- d) les contributions annuelles d'utilisation particulière ;
- e) les contributions découlant de conventions particulières ;
- f) des crédits spéciaux votés par la commune ou portés au budget ;
- g) le produit annuel des fermages des terres communales cédées par les Syndicat d'améliorations foncières ;
- h) les intérêts du fonds ;
- i) les amendes ainsi que tous les autres produits.

²Le fonds d'entretien ne doit pas être inférieur au montant fixé par le Service de l'économie rurale et les frais d'entretien courant sont obligatoirement couverts par les contributions encaissées.

3. Contributions

Art. 22 ¹La contribution annuelle des propriétaires fonciers se situe entre Fr. 10.– et Fr. 50.– par hectare de surface agricole, prés, champs, pâturages et forêts. Le montant de la contribution des forêts comprises dans le périmètre est fixé à la moitié du montant des surfaces agricoles, prés, champs, pâturages et pâturages boisés. La contribution pour les surfaces cumulées inférieures à un hectare par propriétaire foncier peut ne pas être facturée.

²La contribution annuelle des commerces, entreprises non-agricoles, buvettes et cabanes ouvertes au public, restaurants et hôtels est fixée à Fr. 200.– au minimum.

³Le montant des contributions est fixé annuellement dans le cadre du budget.

4. Facturation

Art. 23 ¹La facturation des redevances par la recette communale est opérée annuellement ou semestriellement, la situation de propriété au Registre foncier au moment de la facturation étant déterminante.

²La facture vaut décision, elle indique les voies de droit.

³Doit payer celui qui, à l'échéance de la facture des contributions, est propriétaire des parcelles englobées. Des intérêts moratoires, au taux d'intérêt des crédits hypothécaires de deuxième rang de la Banque Cantonale du Jura seront perçus pour les contributions en exance.

5. Attributions des travaux

Art. 24 Les travaux d'entretien seront adjugés par le Conseil communal dans le respect de la législation sur les marchés publics.

CHAPITRE V : RESPONSABILITÉ CIVILE

Art. 25 Les propriétaires, les exploitants, les tiers qui causent des dommages aux chemins soit intentionnellement, soit par négligence, sont tenus de les réparer conformément aux dispositions du droit civil.

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

1. Amendes

Art. 26 ¹Les contraventions aux prescriptions du présent règlement et aux restrictions et conditions liées aux autorisations accordées sont passibles d'amendes de Fr. 100.- à Fr. 1'000.-.

²Le conseil communal inflige les amendes en application des dispositions du décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes³. Les dispositions pénales du droit fédéral et du droit cantonal sont réservées. Les faits relevant du droit fédéral ou cantonal sont dénoncés auprès du Ministère public.

³Dans le cas de peu de gravité, le conseil communal peut se borner à infliger une réprimande écrite.

**2. Dispositions
transitoires - Réclère**

Art. 27 En dérogation à l'art. 22 et afin d'assurer le financement du réaménagement des chemins ruraux principaux, la contribution des propriétaires fonciers des terrains situés sur le ban de l'ancienne commune de Réclère se monte à 80.- par hectare de surface agricole, prés, champs, pâturages jusqu'au 31 décembre 2022. Dès le 1^{er} janvier 2023, les dispositions de l'art. 22 sont applicables sur l'ensemble du territoire communal.

3. Abrogation

Art. 28 ¹Le présent règlement abroge toutes dispositions antérieures qui lui sont contraires et en particulier les règlements suivants :

- a) Règlement concernant l'entretien des chemins de la commune de Chevenez du 10 décembre 1992 ;
- b) Modification du Règlement concernant l'entretien des chemins de la commune de Chevenez, article 10bis, du 24 mai 2007 ;
- c) Règlement d'utilisation et d'entretien des chemins de la commune mixte de Damvant du 3 mai 2000 ;

³ RSJU 325.1

- d) Règlement d'utilisation et d'entretien des chemins de la commune de Réclère du 14 décembre 1998 ;
- e) Règlement d'utilisation et d'entretien des chemins de la commune mixte de Roche d'Or du 4 février 1999.

²Les fonds d'entretien découlant des règlements mentionnés aux lettres a, b et c ci-dessus sont dissous. Leur solde est versé au nouveau fonds.

4. Entrée en vigueur

Art. 29 Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Délégué aux affaires communales et à la date fixée par le conseil communal.

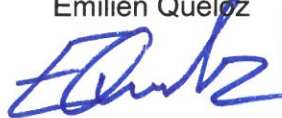
Ainsi décidé par le Conseil communal de Haute-Ajoie, le 13 janvier 2022

Au nom du Conseil communal

Le Président
Michel Baconat



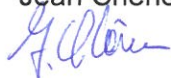
L'Administrateur
Emilien Queloz



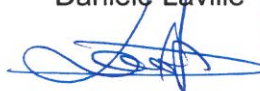
Ainsi délibéré et voté par l'Assemblée communale de Haute-Ajoie, le 10 février 2022

Au nom de l'Assemblée communale

Le Président
Jean Chêne



La Secrétaire
Danièle Laville



Le Secrétaire communal soussigné certifie que le présent règlement a été déposé publiquement au Secrétariat communal durant le délai légal de 20 jours après la publication dans le Journal officiel de la République et Canton du Jura n°2 du 20 janvier 2022.

Une opposition a été formulée pendant le délai légal.

Chevenez, le 21 mars 2022

L'Administrateur
Emilien Queloz



Approbation du Délégué aux affaires communales

(veuillez laisser blanc)

Approuvé
sans réserve

Delémont, le 2 MARS 2023
Délégué aux affaires communales



COMMUNE DE HAUTE-AJOIE



Extrait du procès-verbal

Assemblée communale du 10 février 2022

Présidence : Jean Chêne
Secrétaire de l'Assemblée : Danièle Laville

6. Prendre connaissance du nouveau règlement concernant l'entretien des chemins agricoles et l'approuver

Rapporteur : M. Joseph Lachat, conseiller communal, responsable du dicastère des travaux publics

M. Joseph Lachat explique que suite à la fusion de nos villages en 2009, le règlement pour les chemins agricoles n'était plus conforme. Il a déjà été présenté à l'assemblée communale en décembre 2011, un projet de règlement des chemins qui n'a jamais abouti suite à une opposition qui n'a pas pu être levée. Puis Rocourt (en plein remaniement parcellaire) s'est approchée pour fusionner avec notre commune. Nous avons attendu que Rocourt intègre la commune de Haute-Ajoie et que son remaniement parcellaire (RP) soit presque terminé pour établir un nouveau règlement commun.

✓ L'entrée en matière est acceptée à la majorité évidente sans avis contraire.

Ce règlement comprenant les plans définissant les ouvrages concernés est un règlement type cantonal déjà en vigueur dans d'autres communes, élaboré par une commission ayant des représentants des différentes localités et en coordination avec le Service de l'Economie rurale ; aucune demande de modification de ce règlement n'a été déposée au secrétariat communal. M. Lachat fait une synthèse dudit règlement car sa lecture n'est pas demandée.

Il a pour objectif d'uniformiser les pratiques à l'échelle communale, d'abroger les règlements établis avant les fusions, de définir un cadre clair suite à la non-entrée en vigueur du projet de règlement de décembre 2011, d'assurer l'entretien des chemins aménagés dans le cadre du RP de Rocourt (obligation avant dissolution du SAF).

Le fonds est alimenté par les contributions des propriétaires des parcelles comprises dans le périmètre calculé proportionnellement à la surface excepté les parcelles appartenant à la commune mixte. Le montant n'est pas fixé dans le règlement mais une fourchette est donnée, soit entre CHF 10.- et CHF 50.-/ha pour la SAU. Les surfaces forestières paient 50 % de ce montant. La Commune verse une contribution annuelle. Les commerces, entreprises non agricoles, buvettes et cabanes ouvertes au public, restaurants et hôtels bénéficiant d'une manière prépondérante d'un chemin versent une contribution annuelle de CHF 200.- au minimum. Ces différents montants sont fixés annuellement dans le cadre du budget.

La parole est donnée aux ayants-droits mais elle n'est pas utilisée.

Au vote et à main levée, à la majorité évidente et sans avis contraire, l'Assemblée communale accepte le nouveau règlement concernant l'entretien des chemins agricoles.

Au Nom de l'Assemblée communale de Haute-Ajoie

Le Président :

Signé

Jean Chêne

La Secrétaire

Signée

Danièle Laville



**DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
COMMUNALES**

2, rue du 24-Septembre
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 58 50
f +41 32 420 58 51
secr.com@jura.ch

Delémont, le 2 mars 2023/jb/3127

APPROBATION

No 3127 Commune mixte de Haute-Ajoie – Règlement concernant l'entretien des chemins agricoles

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'Assemblée communale de Haute-Ajoie le 10 février 2022, est approuvé par le Délégué aux affaires communales de la République et Canton du Jura.

Le Conseil communal est prié de publier l'entrée en vigueur du présent règlement dans le Journal officiel.



Christophe Riat
Délégué aux affaires communales



Copie : Juge administratif
Service de l'économie rurale

Bure**Assemblée communale ordinaire****lundi 27 mars 2023, à 20h00, au complexe scolaire**

Ordre du jour:

1. Approuver le procès-verbal de l'assemblée communale du 12 décembre 2022.
2. Discuter et approuver un crédit de CHF 195 000.– pour l'assainissement de l'éclairage public; donner compétence au Conseil communal pour se procurer les fonds et consolider l'emprunt.
3. Discuter et approuver un crédit de CHF 120 000.– pour le remplacement des compteurs d'eau potable; donner compétence au Conseil communal pour se procurer les fonds et consolider l'emprunt.
4. Information
5. Divers

Le procès-verbal mentionné ci-dessus au point 1 est déposé publiquement au Secrétariat communal ou sur le site internet communal www.bure.ch. Les demandes de compléments ou de rectifications pourront être adressées, par écrit, au Secrétariat communal au plus tard un jour avant l'assemblée ou être faites verbalement lors de celle-ci. L'assemblée communale se prononcera sur les corrections demandées, sinon le procès-verbal sera approuvé sans lecture.

Bure, le 9 mars 2023.

Conseil communal.

Delémont**Résultats de la votation communale du 12 mars 2023**

Acceptez-vous, selon message du Conseil de Ville, la demande de crédit de Fr. 13 500 000.– en faveur de la réalisation d'un nouveau bâtiment scolaire sur le secteur des Arquebusiers?

Electeurs inscrits:	9027
Bulletins rentrés:	1848
Bulletins valables:	1832
Nombre de OUI:	1301
Nombre de NON:	531

La demande de crédit de Fr. 13 500 000.– en faveur de la réalisation d'un nouveau bâtiment scolaire sur le secteur des Arquebusiers est acceptée.

Delémont, le 13 mars 2023.

Conseil communal.

Haute-Ajoie**Entrée en vigueur du règlement concernant l'entretien des chemins agricoles**

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Haute-Ajoie le 10 février 2022, a été approuvé par le Délégué aux affaires communales le 2 mars 2023.

Réuni en séance du 6 mars 2023, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2023.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Chevenez, le 10 mars 2023.

Conseil communal.

Haute-Sorne**Séance du Conseil général****lundi 3 avril 2023, à 19h30, à la halle de gymnastique du Centre de culture et de sports de Courfaivre (CCSC)**

Ordre du jour:

1. Appel.
2. Procès-verbal de la séance du 27 février 2023.
3. Communications.
4. Questions orales.
5. Information et présentation concernant le projet d'implantation de Migros à Bassecourt.
6. Prendre connaissance et préavisier les nouveaux statuts de la Zone d'activités microrégionale (ZAM) (message N° 204 du 3 avril 2023).
7. Information au sujet de la motion interne déposée par M. Jean-Pierre Chenal (PS-Verts) et intitulée « Il est moins cinq, le nouveau Conseil général a aussi son mot à dire ».
8. Traiter la motion N° 34 déposée par M^{me} Céline Grellier (HSA) et intitulée « Agir pour nos finances communales ».
9. Nomination d'un membre à la commission permanente des eaux de surface.
10. Nomination de trois membres à la commission spéciale des colonies de vacances.
11. Nomination d'un membre à la commission spéciale d'estimation.

Haute-Sorne, le 6 mars 2023.

Au nom du Bureau du Conseil

Le président: Michel Lando.

Les Genevez**Remaniement parcellaire – Dédite des baux à loyers**

La commune des Genevez informe tous les locataires des terres bourgeoises et communales que les baux à loyers figurant dans le périmètre du RP Les Genevez, **ancien état**, sont résiliés pour la date correspondant à la prise en possession du nouvel état du remaniement parcellaire des Genevez (1^{er} mars 2023), conformément à l'art. 20 de la Loi fédérale sur le bail à ferme agricole (LBFA) du 4 octobre 1985.

Dans ce cas, la résiliation anticipée du bail ne donne pas droit à une indemnité (art. 20 al. 2 LBFA).

Nous remercions toutes les personnes concernées de prendre note de ce qui précède.

Les Genevez, le 13 mars 2023.

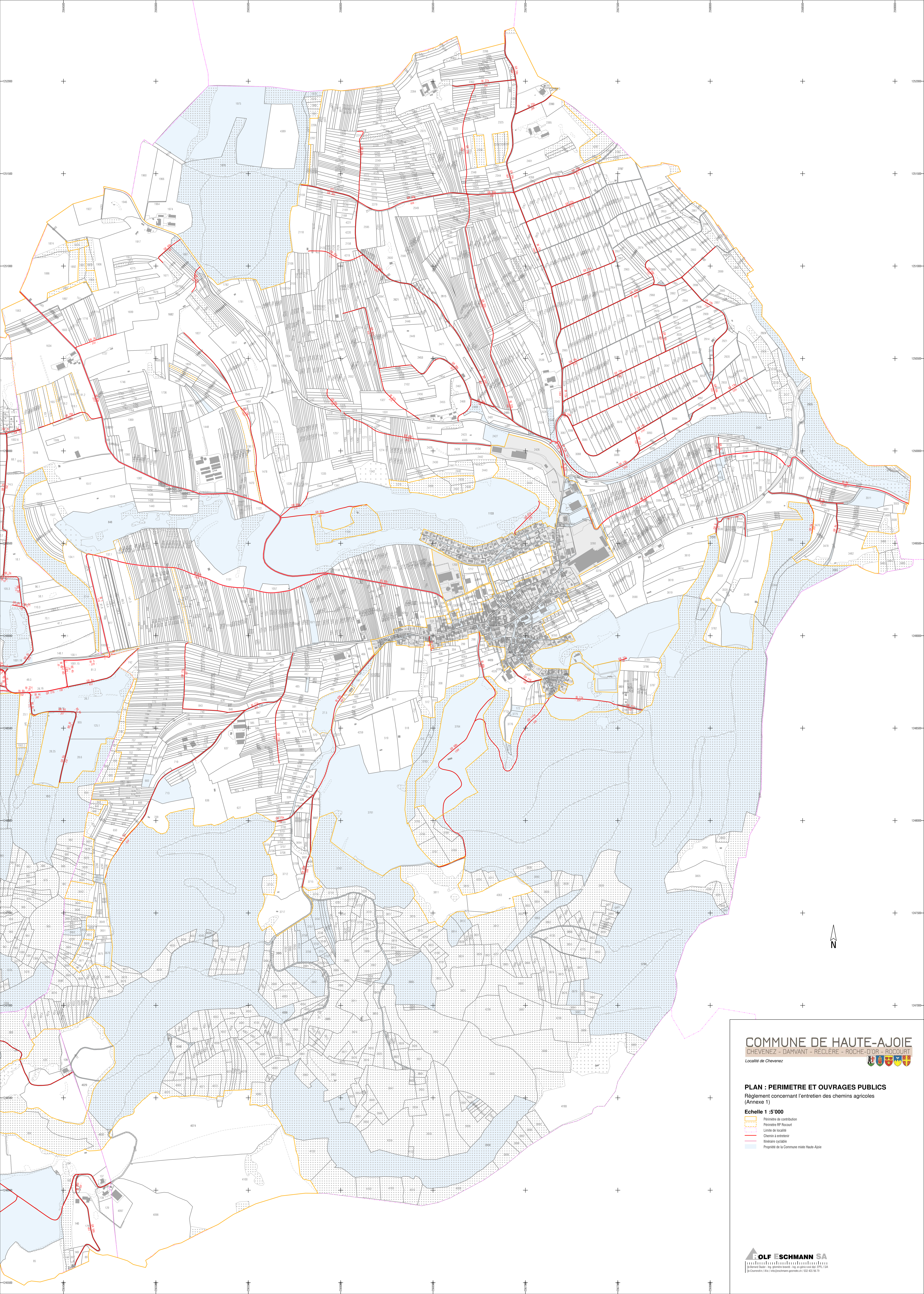
Conseil communal.

Porrentruy**Résultat de la votation communale du 12 mars 2023**

1. Approuvez-vous un crédit de CHF 2 400 000.– TTC, à couvrir par voie d'emprunt, en vue de réaliser les travaux de réaménagement de la place des Bennelats?

Electeurs inscrits:	4911
Votants:	1599
Bulletins valables:	1585
Nombre de OUI:	976
Nombre de NON:	609

Le crédit de CHF 2 400 000.– TTC, à couvrir par voie d'emprunt, en vue de réaliser les travaux de réaménagement de la place des Bennelats est donc accepté.



COMMUNE DE HAUTE-AJOIE

CHEVEZ - DAMVANT - RECLÈRE - ROCHE-D'OR - ROCOURT

Localité de Chevez

PLAN : PERIMETRE ET OUVRAGES PUBLICS

Règlement concernant l'entretien des chemins agricoles (Annexe 1)

- Echelle 1 : 5'000**
- Perimètre de contribution
 - Perimètre RP Rocourt
 - Limite de localité
 - Chemin à entretenir
 - Viaire cyclable
 - Propriété de la Commune mûle Haute-Ajoie

COMMUNE DE HAUTE-AJOIE

CHEVENEZ - DAMVANT - RÉCLÈRE - ROCHE-D'OR - ROCOURT

Localité de Damvant



PLAN : PERIMETRE ET OUVRAGES PUBLICS

Règlement concernant l'entretien des chemins agricoles
(Annexe 1)

Echelle 1 :5'000

- Périimètre de contribution
- Périimètre RP Rocourt
- Limite de localité
- Chemin à entretenir
- Itinéraire cyclable
- Propriété de la Commune mixte Haute-Ajoie



Bernard Studer - Ing. géomètre breveté - Ing. en génie rural dipl. EPFL / SIA
Courrendlin / Aile / info@eschmann-geometre.ch / 032 435 56 79



PLAN : PERIMETRE ET OUVRAGES PUBLICS

Règlement concernant l'entretien des chemins agricoles
(Annexe 1)

- Echelle 1 : 5'000
- Périmètre de contribution

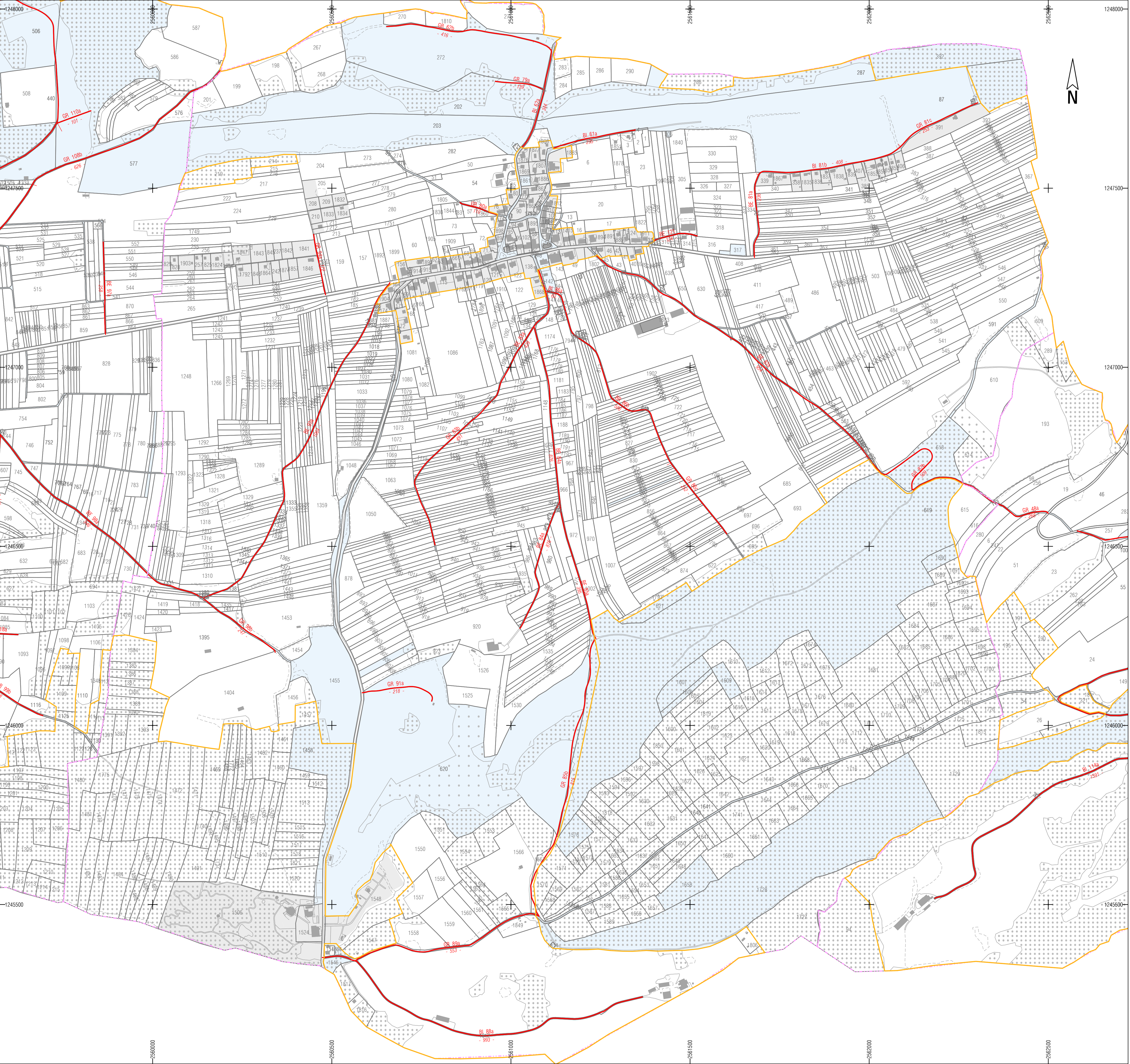
Périmètre RP Rocourt

Limite de localité

Chemin à entretenir

Itinéraire cyclable

Propriété de la Commune mixte Haute-Ajoie



CHEVENEZ - DAMVANT - RÉCLÈRE - ROCHE-D'OR - ROCOURT

Localité de Roche d'Or



PLAN : PERIMETRE ET OUVRAGES PUBLICS

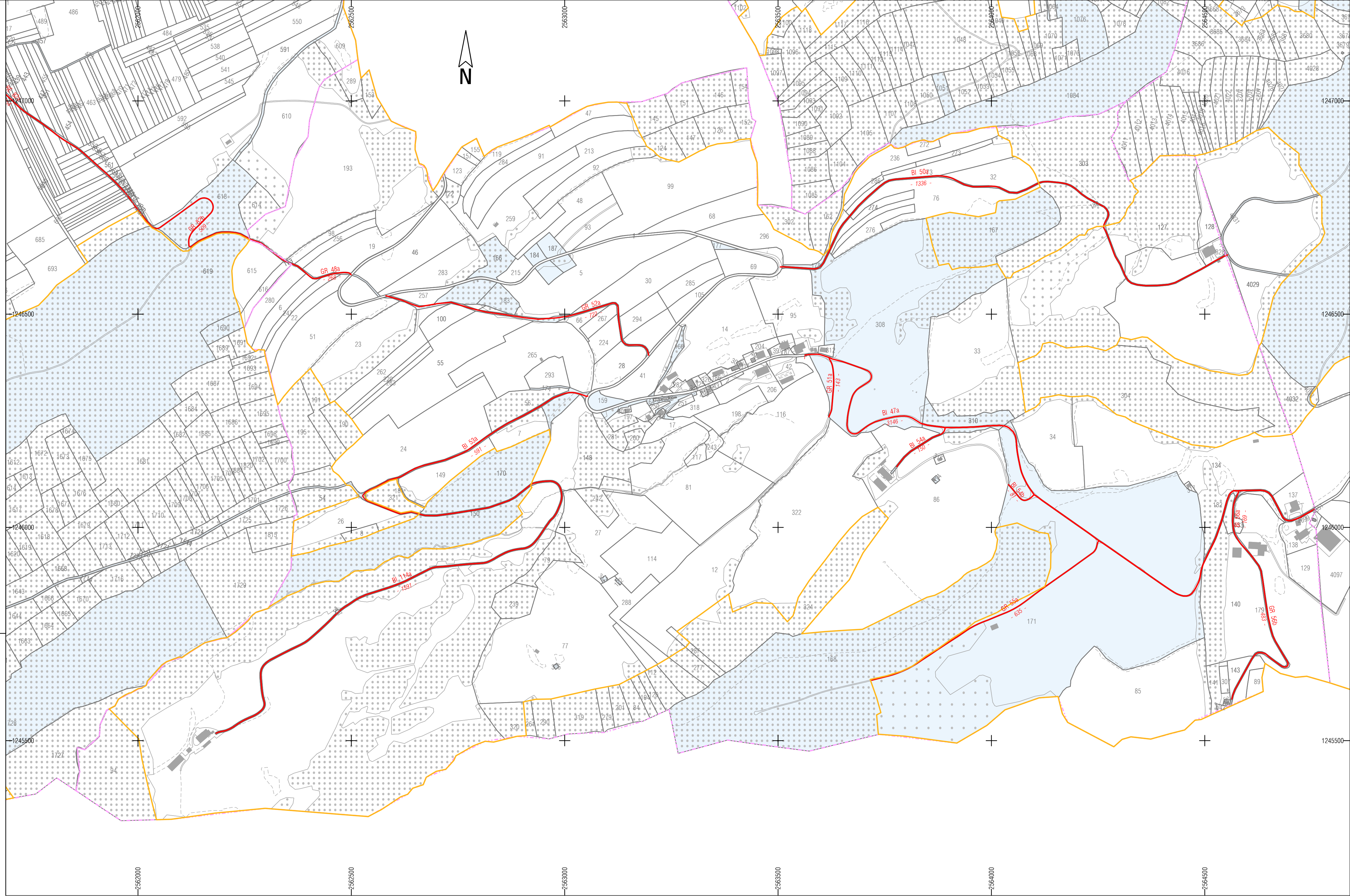
Règlement concernant l'entretien des chemins agricoles (Annexe 1)

Echelle 1 :5'000

- | | |
|---|---|
|  | Périmètre de contribution |
|  | Périmètre RP Rocourt |
|  | Limite de localité |
|  | Chemin à entretenir |
|  | Itinéraire cyclable |
|  | Propriété de la Commune mixte Haute-Ajoie |



► Bernard Studer - Ing. géomètre breveté - Ing. en génie rural dipl. EPFL / SIA
► Courrendlin / Alle / info@eschmann-geometre.ch / 032 435 56 79



PLAN : PERIMETRE ET OUVRAGES PUBLICS

Règlement concernant l'entretien des chemins agricoles

(Annexe 1)

Echelle 1 :5'000

Périmètre de contribution

Périmètre RP Rocourt

Limite de localité

Chemin à entretenir

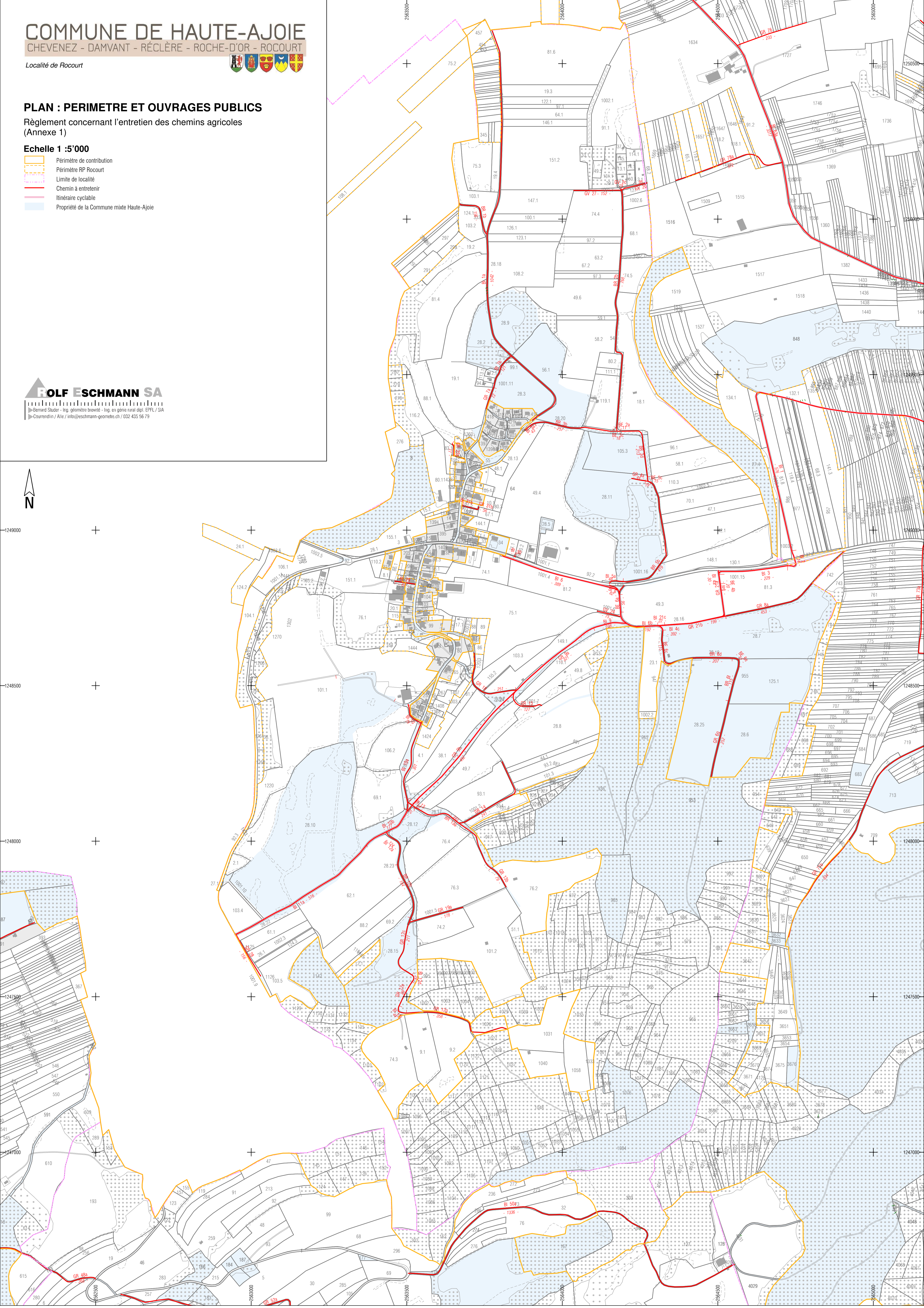
Itinéraire cyclable

Propriété de la Commune mixte Haute-Ajoie

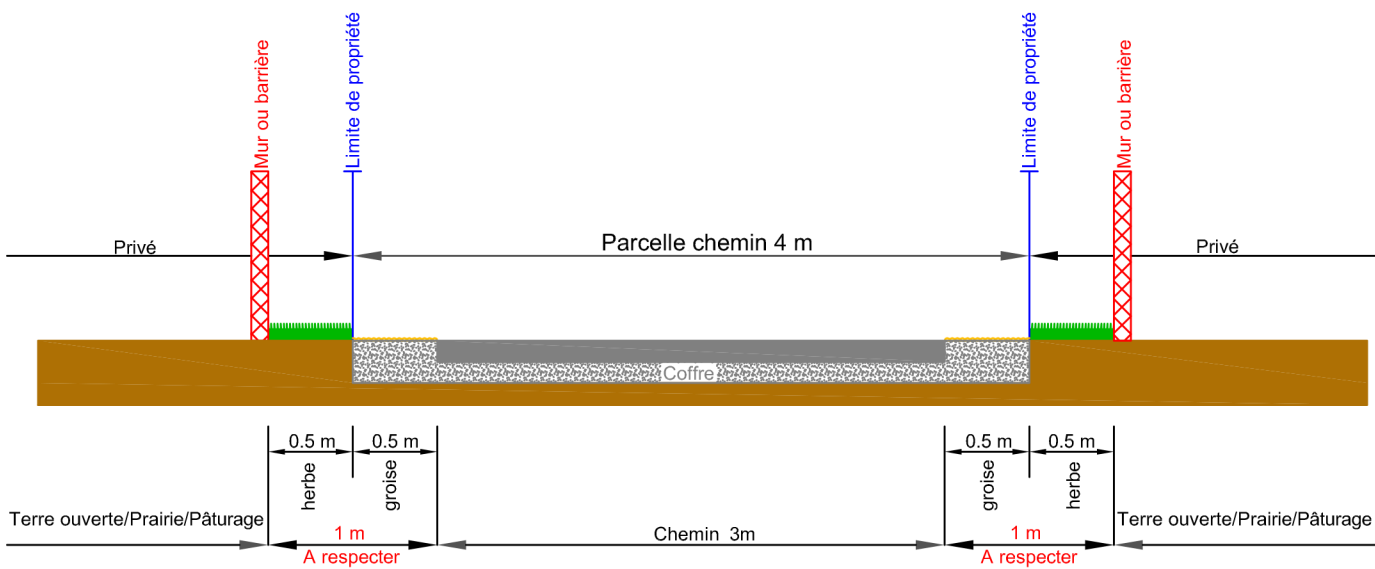
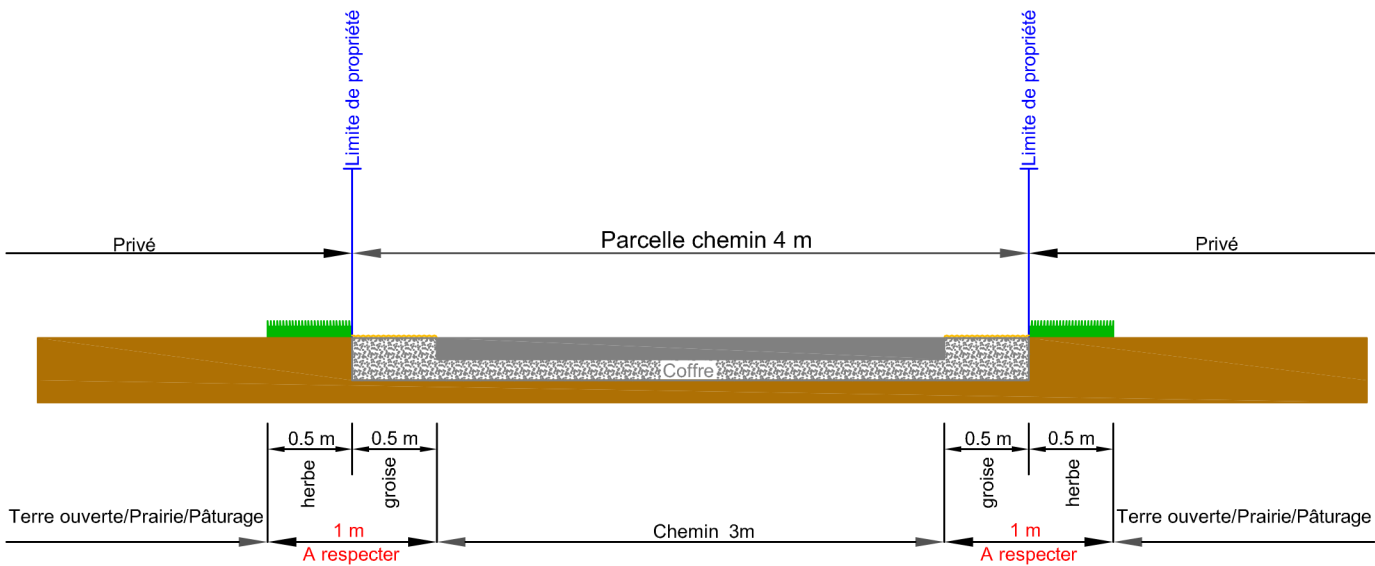
FOLF ESCHMANN SA

Bernard Studer - Ing. géomètre breveté - Ing. en génie rural dipl. EPFL / SIA

Courrendin / Allé / info@eschmann-geometre.ch / 032 435 56 79



ANNEXE 2



Annexe III : Rappel des dispositions du RCC, de la LiCC et de la LCER

Règlement communal sur les constructions

Sous réserve des dispositions applicables aux zones, les distances à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation, par rapport aux équipements, sont les suivantes :

voies publiques (équipements de base) :	5.00 m
voies publiques (équipements de détail) :	3.60 m
chemins piétons ou pistes cyclables :	2.00 m

Loi d'introduction du Code civil suisse (LiCC RSJU 211.1)

Art. 73

¹Les clôtures, telles que palissades, murs et haies, peuvent être établies à la limite si elles n'excèdent pas une hauteur de 1,20 m à compter du terrain de référence du fonds le plus élevé.⁸¹).

²Les clôtures plus hautes seront éloignées de la limite d'une distance équivalant à l'excédent de leur hauteur, mais au maximum de 3 m.

³Pour les haies à feuillage persistant, les distances à observer sont augmentées de 50 cm et comptées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation.

Art. 74

¹Pour les arbres et buissons plantés après l'entrée en vigueur de la présente disposition, on observera à tout le moins les distances à la limite suivantes calculées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation :

5 m pour les arbres à haute tige qui ne sont pas des arbres fruitiers, ainsi que pour les noyers;

3 m pour les arbres fruitiers à haute tige;

1 m pour les arbres fruitiers nains, les arbres ornementaux et les espaliers, pour autant qu'ils soient constamment taillés en vue de ne pas dépasser une hauteur de 3 m;

50 cm pour les buissons ornementaux d'une hauteur de 2 m au plus, ainsi que pour les buissons à baies et les vignes.

²Ces distances seront observées aussi pour les arbres et buissons sauvages.

Loi sur la construction et l'entretien des routes (LCER RSJU 722.11)

Art. 68

¹En règle générale, le gabarit d'espace libre doit déborder de 50 cm au moins des limites de la chaussée.

Art. 74

¹Il est interdit de planter ou de laisser croître des arbres à haute futaie à moins de 3 m de la limite de la chaussée d'une route publique et à moins de 1 m 50 le long des trottoirs, sauf dans les localités. Cette distance sera de 5 m au moins le long des routes principales à l'extérieur des localités.

²Le propriétaire de la route est autorisé à faire, sur le terrain lui appartenant, des plantations destinées entre autres à préserver la route et à en indiquer le tracé.

³La route doit être maintenue libre de toute branche la surplombant jusqu'à une hauteur de 4 m 50 de la chaussée et de 2 m 50 d'un chemin pour piétons ou d'une piste cyclable, et lorsqu'il s'agit de garantir un bon éclairage public, jusqu'à la hauteur des lampes.

⁴Les buissons ne doivent pas diminuer la visibilité aux passages à niveau, aux croisements et dans les courbes. [...]

⁷Lorsque le propriétaire néglige d'élaguer à temps ses arbres, buissons et cultures, en hauteur et en largeur, ces travaux seront faits ou ordonnés à ses frais par l'autorité compétente, mais seulement après une sommation écrite restée sans effet.

Art. 76

¹On ne pourra construire de nouvelles clôtures dépassant une hauteur de 1 m 20 sans l'autorisation de l'autorité de surveillance de la route.

²Aux endroits sans visibilité, les clôtures fixes et les plantations de tout genre, telles que les haies vives, ne doivent pas s'élever à plus de 80 cm de la chaussée. Demeurent réservées les dispositions des articles 58 et 59.

³En ce qui concerne la distance des clôtures à la limite des routes publiques est applicable l'article 68, alinéa 1.

⁴Les clôtures en fil de fer barbelé dépourvues d'un dispositif de protection suffisante doivent être aménagées à une distance d'au moins 2 m de la limite de la route.

Annexe IV : Contribution selon la nature du terrain

(couverture du sol de la mensuration officielle)

Nature selon la mensuration officielle	Taux selon art. 22
Champ, pré, pâturage	100%
Pâturage boisé	100%
Bâtiment, place, jardin	100%
Forêt et autre surface boisée	50%
Route, chemin, îlot, trottoir	0%
Eau	0%